

COMMISSION DE LA JUSTICE

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

du

van

MARDI 15 FÉVRIER 2011

DINSdag 15 FEBRUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 07 par Mme Sarah Smeyers, présidente.

01 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "le statut des parents d'accueil" (n° 2351)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): En février de l'an dernier, le secrétaire d'État m'indiquait qu'après une concertation difficile avec les Communautés, une proposition était prête concernant le statut des parents d'accueil. Depuis, le gouvernement est tombé mais je souhaiterais savoir si un texte était effectivement prêt à être soumis au Conseil des ministres et quel était son contenu.

01.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le texte n'a plus pu être présenté au Conseil des ministres étant donné la chute du gouvernement. Dans la réponse que j'ai fournie l'an passé, j'annonçais un entretien avec les cabinets concernés. J'aurais voulu régler le statut des parents d'accueil à l'occasion de la réunion qui s'est tenue ultérieurement entre ces cabinets au sujet du projet de tribunal de la famille. L'instauration d'un statut à part entière étant impossible à court terme, il s'agissait d'un statut limité offrant aux parents d'accueil certaines modalités en matière d'exercice de l'autorité parentale.

Durant cette période, j'ai maintenu des contacts fréquents avec les groupes d'intérêts des parents d'accueil, comme ils le souhaitaient. Si le gouvernement n'était pas tombé en affaires courantes, nous serions à présent beaucoup plus avancés en la matière. Il est particulièrement regrettable pour les parents d'accueil que ce ne soit pas le cas.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la mission des assistants de justice dans le cadre de la loi sur l'hébergement partagé" (n° 2727)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Les enquêtes sociales effectuées par les assistants de justice doivent éclairer les juges en matière d'autorité parentale, d'hébergement et d'autres aspects relatifs aux enfants de parents séparés, notamment. La loi sur l'hébergement égalitaire, qui instaure les hébergements partagés égalitaire et non égalitaire, est en vigueur depuis près de cinq ans et les assistants de justice sont amenés très régulièrement à évaluer cette loi dans le cadre de leurs enquêtes. Le nombre de missions civiles a légèrement augmenté jusqu'en 2008, puis on a constaté une baisse entre 2008 et 2009.

Les chiffres de 2010 sont-ils déjà disponibles? A-t-on une idée des délais actuels pour la réalisation d'une enquête sociale par les maisons de justice? Comment expliquer l'évolution précédemment décrite? Ne pourrait-on pas rendre les enquêtes sociales plus succinctes, de manière à accélérer les procédures?

02.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Je vous communiquerai les données chiffrées relatives à votre première question dès que j'en disposerai. Je ne puis encore répondre à votre deuxième question étant donné le délai de réponse très court qui m'a été imparti. La réponse à votre troisième question dépend quant à elle des réponses aux deux autres questions. En ce qui concerne votre quatrième question, je vais récolter les informations nécessaires dans les meilleurs délais, mais je ne suis pas favorable à votre

suggestion d'inciter les assistants à écouter leurs rapports sociaux.

Les maisons de justice et les enquêteurs sociaux actifs au sein des services sociaux des tribunaux de la jeunesse fournissent un travail remarquable et sont le mieux à même de décider des éléments devant figurer dans les rapports. Il ne peut être question de miner ce travail de collecte d'informations. La rédaction de rapports plus succincts risquerait de priver le juge statuant sur un premier rapport de certains éléments nécessaires concernant une famille.

La meilleure façon de résorber les délais d'attente pour l'exécution des enquêtes sociales consiste à installer un tribunal de la famille et de la jeunesse. Une attention accrue portée à la médiation, la spécialisation des juges et la désignation d'un seul et même juge qui s'occuperait de l'ensemble des problèmes d'une même famille, voilà autant de pistes qui ne pourront que réduire le nombre de litiges dans la sphère familiale. Les chiffres dégagés par plusieurs enquêtes universitaires semblent d'ailleurs étayer cette thèse.

02.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Je ne conteste pas qu'on fournit un travail excellent, mais selon moi, il serait indiqué de pousser moins loin l'enquête sociale dans certains dossiers. Actuellement, le rapport afférent à cette enquête est toujours très circonstancié. Une méthode de travail plus analytique dans certains dossiers permettrait de diligenter les missions de droit civil. Nous verrons ce que l'avenir nous réserve.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu au secrétaire d'État au Budget, à la Politique de migration et d'asile, à la Politique des familles et aux Institutions culturelles fédérales sur "la lutte contre les rapt parentaux internationaux" (n° 2728)

03.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): À l'occasion de la présidence belge de l'Union européenne, le secrétaire d'État avait annoncé la constitution de deux groupes de travail devant proposer des pistes de réflexion dans le cadre de la médiation en matière familiale dans un contexte international. Dans notre pays, on compterait chaque année quelque 400 rapt parentaux. Un groupe de travail axé sur les statistiques doit centraliser et harmoniser ces chiffres, qui proviennent actuellement de sources diverses. Le secrétaire d'État avait également indiqué que des initiatives seraient prises pour mieux informer les parents victimes d'un rapt parental international quant au fonctionnement de l'autorité fédérale.

Combien d'enfants ont été enlevés en 2009 et en 2010? Quel est l'état d'avancement des travaux des groupes de travail? Comment le secrétaire d'État évalue-t-il la présidence belge à cet égard? Quelles actions ont été entreprises pour améliorer la visibilité de l'autorité fédérale?

03.02 Melchior Wathelet, secrétaire d'État (*en néerlandais*): Le SPF Justice comptabilisait 151 dossiers concernant 221 enfants en 2009 et 136 dossiers concernant 184 enfants en 2010. Par ailleurs, des dossiers sont également à l'examen auprès du SPF Intérieur, de Child Focus et des autorités judiciaires.

Le groupe de travail Médiation politique s'est réuni régulièrement entre juin 2009 et février 2010. Il a élaboré un modèle et une procédure visant à appliquer la médiation familiale internationale en cas de rapt d'enfants. Le modèle, dont l'application est généralisée et qui tient compte des délais de procédure, est actuellement appliqué dans le cadre de quinze projets pilotes.

Le groupe de travail Formation se réunit aussi régulièrement et met au point une formation pour les médiateurs familiaux. Dans l'attente de sa mise en œuvre, une liste de médiateurs familiaux, qui ont suivi de courtes formations, a été dressée. Le groupe de travail collabore avec Child Focus à l'élaboration d'un projet bénéficiant du soutien de la Communauté européenne en vue de la mise sur pied d'une formation européenne et d'un réseau européen de médiateurs familiaux internationaux.

Lors d'un séminaire qui s'est tenu le 14 octobre 2010, la Commission européenne, le Parlement européen, la Conférence de droit international privé de La Haye et les États membres ont, après concertation, adopté des conclusions en matière de médiation en cas de rapt parental. Celles-ci ont été reprises par le Conseil Justice et Affaires intérieures du 3 décembre 2010.

Je transmettrai ces conclusions à Mme Lahaye-Battheu. L'une de ces conclusions propose la constitution

d'un groupe de travail au sein du réseau de droit européen en matières civile et commerciale. Ce groupe de travail a effectivement été mis sur pied le 21 janvier 2011. Il est composé d'administrations centrales qui s'informeront auprès des médiateurs européens, des juges en matière d'engagements ou des organisations spécialisées. Ce groupe formulera des propositions quant aux moyens les plus adéquats pour favoriser la médiation familiale internationale. Le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la France, l'Espagne, l'Allemagne et la Belgique ont d'ores et déjà confirmé leur participation. La Belgique assurera la présidence.

Ces dernières années, plusieurs initiatives ont déjà été lancées dans le but d'accroître la visibilité de l'autorité centrale en tant que point de contact fédéral dans le cadre des rapt parentaux internationaux. Toutes les informations utiles ont été publiées sur le site internet du SPF Justice. Le numéro de téléphone de l'autorité centrale – joignable 24 heures sur 24 – a été publié dans l'annuaire téléphonique. Les téléphonistes sont des membres du personnel de la DG Législation du SPF Justice et ont reçu la formation idoine. On a également créé une boîte électronique spécifique, qui est quotidiennement consultée par des juristes de l'autorité centrale.

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n° 2307 de Mme Van Cauter et n° 2617 de M. Madrane sont transformées en questions écrites. Mme Boulet étant absente, elle ne peut poser sa question n° 2575.

La discussion des questions se termine à 14 h 27.

De vergadering wordt geopend om 14.07 uur en voorgezeten door mevrouw Sarah Smeyers.

01 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "het statuut van pleegouders" (nr. 2351)

01.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): In februari vorig jaar antwoordde de staatssecretaris mij dat er, na moeilijk overleg met de Gemeenschappen, een voorstel klaar was over het statuut van pleegouders. Ondertussen is de regering gevallen, maar ik zou graag weten of er inderdaad een tekst klaarlag voor de ministerraad en wat erin stond.

01.02 Staatssecretaris Melchior Wathelet (Nederlands): Door de val van de regering kon de tekst niet meer aan de ministerraad worden voorgelegd. In mijn antwoord vorig jaar kondigde ik een onderhoud met de betrokken kabinetten aan. De verschillende betrokken kabinetten kwamen later samen in het kader van het familierechtbankproject. Ik had het statuut voor pleegouders graag tijdens die gelegenheid geregeld gekregen. Het ging over een beperkt statuut – de installatie van een volwaardig statuut was onmogelijk op korte termijn – waarin de pleegouders een aantal modaliteiten kregen inzake de uitoefening van het ouderlijk gezag.

Ik had in die periode nauwe contacten met de belangengroepen van pleegouders. Zij waren vragende partij. Als de regering niet in een periode van lopende zaken was beland, hadden we nu veel verder gestaan. Dat dit niet zo is, is bijzonder jammer voor de pleegouders.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de opdracht van de justitieassistenten in het kader van de wet op het gelijk verdeeld verblijf" (nr. 2727)

02.01 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): De maatschappelijke onderzoeken van justitieassistenten hebben tot doel om de rechter te adviseren over zaken als het ouderlijk gezag, het verblijf en andere aspecten met betrekking tot kinderen van wie de ouders niet langer samenleven. De wet op de gelijkmatig verdeelde huisvesting, met de invoering van het gelijk verdeeld en het ongelijk verdeeld verblijf, is ondertussen bijna vijf jaar in werking en de justitieassistenten moeten die bij hun onderzoeken heel regelmatig aftoetsen. Tot 2008 was er een lichte stijging van het aantal burgerrechtelijke opdrachten, tussen 2008 en 2009 was er een daling.

Zijn de cijfers voor 2010 beschikbaar? Is er zicht op de huidige wachttijden om een maatschappelijk onderzoek te bekomen van de justitiehuisen? Hoe is de geschetste evolutie te verklaren? Kan men de maatschappelijke onderzoeken niet beknopter houden om de procedure sneller te doen verlopen?

02.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): Zodra ik de cijfers heb die in de eerste vraag worden gevraagd, zal ik die doorgeven. Het antwoord op de tweede vraag moet ik nog schuldig blijven, gezien het geringe tijdsverloop tussen de vraag en deze zitting, en de derde vraag hangt uiteraard samen met de twee vorige. In antwoord op de vierde vraag zal ik zo snel mogelijk alle informatie bezorgen, maar ik ben niet gewonnen voor de suggestie dat assistenten hun maatschappelijke verslagen zouden inkorten.

De justitiehuisen en de sociale enquêteurs bij de sociale diensten van de jeugdrechtbanken leveren zeer goed werk en weten het best wat er in een verslag moet komen. Het kan toch niet de bedoeling zijn om deze informatievergaring te fnuiken. Kortere verslagen brengen het risico mee dat de rechter uit het eerste verslag niet alle nodige kennis over een gezin kan halen.

De wachttijden voor de maatschappelijke onderzoeken kunnen het best worden verholpen door de installatie van een familie- en jeugdrechtbank. De aandacht voor bemiddeling, specialisatie van de rechters en het bundelen van alle problemen van een gezin bij één en dezelfde rechter kan enkel leiden tot een vermindering van familiale betwistingen. Cijfers van universitaire onderzoeken lijken dat ten andere te ondersteunen.

02.03 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Ik betwist niet dat er zeer goed werk wordt geleverd, maar volgens mij zou in sommige dossiers een minder doorgedreven maatschappelijk onderzoek wel aangewezen zijn. Nu wordt altijd heel uitvoerig verslag uitgebracht. Door een beknoptere werkwijze in bepaalde dossiers zouden burgerrechtelijke opdrachten vlotter kunnen worden afgehandeld. We zullen zien wat de toekomst brengt.

Het incident is gesloten.

03 **Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de staatssecretaris voor Begroting, voor Migratie- en asielbeleid, voor Gezinsbeleid en voor de Federale Culturele Instellingen over "de strijd tegen internationale kinderontvoeringen" (nr. 2728)**

03.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Naar aanleiding van het Europees voorzitterschap kondigde de staatssecretaris de oprichting aan van twee werkgroepen die denksporen zouden ontwikkelen inzake de bemiddeling in familiezaken met een internationaal kader. In ons land zouden er jaarlijks ongeveer 400 gevallen van kinderontvoering zijn. Een statistische werkgroep moet deze cijfers, die nu afkomstig zijn uit verschillende bronnen, harmoniseren en centraliseren. De staatssecretaris kondigde ook initiatieven aan om ouders die het slachtoffer zijn van internationale kinderontvoering, beter te informeren over de werking van de federale overheid.

Hoeveel kinderontvoeringen waren er in 2009 en 2010? Wat is de stand van zaken van de werkzaamheden van die werkgroepen? Hoe evalueert de staatssecretaris het Belgisch voorzitterschap op dit vlak? Welke acties werden er ondernomen om de zichtbaarheid van de federale overheid te verbeteren?

03.02 Staatssecretaris **Melchior Wathelet** (*Nederlands*): De FOD Justitie telde in 2009 151 dossiers die betrekking hadden op 221 kinderen en in 2010 136 dossiers over 184 kinderen. Daarnaast zijn er ook dossiers bij de FOD Buitenlandse Zaken, Child Focus en de gerechtelijke autoriteiten.

De werkgroep Politieke Bemiddeling vergaderde regelmatig tussen juni 2009 en februari 2010. Ze werkte een model en een procedure uit met het oog op de toepassing van internationale familiale bemiddeling in het geval van kinderontvoering. Het model, dat overal van toepassing is en rekening houdt met de proceduretermijnen, wordt momenteel toegepast in vijftien proefprojecten.

De werkgroep Vorming komt ook regelmatig samen en werkt een opleiding uit voor familiale bemiddelaars. In afwachting daarvan werd een lijst opgesteld met familiale bemiddelaars, voor wie korte vormingen georganiseerd werden. De werkgroep werkt samen met Child Focus aan een project dat gesteund wordt door de Europese Commissie om een Europese opleiding uit te werken en aan een Europees netwerk van

internationale familiale bemiddelaars.

Tijdens een seminarie op 14 oktober 2010 werden na overleg met de Europese Commissie, het Europees Parlement, de Haagse Conferentie voor Internationaal Privaatrecht en de lidstaten conclusies aangenomen over bemiddeling bij kinderonvoering. Die conclusies werden hernomen door de Raad voor Justitie en Binnenlandse Zaken van 3 december 2010.

Ik zal de conclusies aan mevrouw Lahaye-Battheu overhandigen. Een van de conclusies beoogt de oprichting van een werkgroep binnen het Europeesrechtelijk netwerk inzake burgerlijke en commerciële zaken. Op 21 januari 2011 werd die werkgroep effectief opgericht; ze wordt samengesteld uit de centrale overheden en zal zich beraden bij de Europese bemiddelaars, verbintenisrechters of gespecialiseerde organisaties. De groep zal voorstellen formuleren over de meest geschikte middelen om internationale familiale bemiddeling te bevorderen. Het Verenigd Koninkrijk, Nederland, Frankrijk, Spanje, Duitsland en België hebben hun deelname al bevestigd. België zal het voorzitterschap waarnemen.

Er werden de voorbije jaren reeds een aantal initiatieven genomen om de zichtbaarheid van de centrale autoriteit als federaal aanspreekpunt voor internationale kinderonvoeringen te verbeteren. Alle nuttige informatie werd op de website van de FOD Justitie geplaatst. Het telefoonnummer van de centrale autoriteit – dat continu bereikbaar is – werd opgenomen in het telefoonboek. De telefonisten zijn personeelsleden van het DG Wetgeving van de FOD Justitie en kregen een geschikte opleiding. Een specifieke mailbox werd in gebruik genomen, die elke dag opgevolgd wordt door juristen van de centrale autoriteit.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Vragen nrs 2307 van mevrouw Van Cauter en 2617 van de heer Madrane worden omgezet in schriftelijke vragen. Mevrouw Boulet is niet aanwezig om haar vraag nr. 2575 te stellen.

De behandeling van de vragen eindigt om 14.27 uur.